Budget 2017 : les autorités burundaises n’ont « plus de marge de manœuvre »

RFI,Â 06-01-2017 AFRIQUE Ã‰CONOMIE Burundi : l'Etat mise sur ses ressources internes pour financer le budget 2017 Au Burundi, le prÃ©sident Pierre Nkurunziza [photo] a promulguÃ© samedi 31 dÃ©cembre 2016, la loi portant sur la fixation du budget gÃ©nÃ©ral 2017. Un budget en hausse de 5% par rapport Ã 2016, mais qui prÃ©voit un dÃ©ficit de 3% par rapport Â lâ€™annÃ©e derniÃ¨re. Dans un pays oÃ¹ la majoritÃ© de la population se paupÃ©rise de plus en plus, le gouvernement a pour prÃ©vu de nouvelles taxes pour compenser la diminution des aides extÃ©rieures.

AprÃ¨s la suspension d'une partie de lâ€™aide budgÃ©taire extÃ©rieure lâ€™annÃ©e derniÃ¨re, le Burundi doit financer son b gÃ©nÃ©ral pour cette annÃ©e 2017 avec 70% de ses ressources internes. Câ€™est 20% de plus par rapport aux dix derniÃ¨res annÃ©es. OÃ¹ lâ€™Etat compte trouver le cinquiÃ¨me de son fonctionnementÂ ? DÃ©sirÃ© Murashitse, porte-parole du ministÃ des FinancesÂ : Â«Â On a un peu rehaussÃ© certaines taxes au niveau de la grande consommation des mÃ©nagesÂ ; mais le dÃ©ficit sera aussi plus financÃ© par lâ€™endettement intÃ©rieur et lâ€™endettement extÃ©rieur.Â Â» Lâ€™Ã©conomie du B depuis le dÃ©but de la rÃ©Ã©lection Â«Â controversÃ©eÂ Â» du prÃ©sident Pierre Nkurunziza pour un troisiÃ¨me mandat. Pou Prime Nyamoya, Ã©conomiste consultant auprÃ¨s de la BAD, la Banque africaine de dÃ©veloppement, les autoritÃ©s burundaises nâ€™ont Â«Â plus de marge de manÅ“uvreÂ Â». Â«Â Lâ€™augmentation des taxes sur la biÃ¨re et sur les produits pÃ©troliers ne peut quâ€™accÃ©lÃ©rer lâ€™inflation. Dâ€™autre part, le pays a dÃ©jÃ Ã©puisÃ© ses capacitÃ©s dâ€™empr obligations auprÃ¨s du secteur financier a atteint ses limites. Par consÃ©quent, si le gouvernement continue dâ€™appliquer cette politique, nous allons tout simplement assister Ã une accÃ©lÃ©ration de lâ€™inflation et Ã lâ€™Ã©rosion du pouvoir dâ€ salariÃ©s. Nous pouvons avoir une monnaie qui ne reprÃ©senterait presque plus rien.Â Â» Pour redresser lâ€™Ã©conomie, le choix du gouvernement burundais sont inadaptÃ©s, selon le prÃ©sident de lâ€™Olucome, lâ€™Observatoire de la lutte contre l corruption et les malversations Ã©conomiques. Gabriel Rufyiri propose certaines pistesÂ : Â«Â Il faut tout faire pour Ã©quilibrer la balance commerciale, en dÃ©veloppant les secteurs porteurs de croissance, les secteurs thÃ©, coton, cafÃ©, minier et dâ€™autres domaines qui pourraient gÃ©nÃ©rer dâ€™un cÃ´tÃ© des devises mais aussi remorquer dâ€™autres domaines.Â Â hausse des taxes de cette annÃ©e, les Burundais devront rÃ©duire, voire abandonner la consommation de certains produits, selon Pierre Nduwayo, le porte-parole de lâ€™Abuco, lâ€™Association burundaise des consommateurs. Â«Â Il y a certains produits, comme le sucre, dont les prix viennent dâ€™Ãªtre rehaussÃ©s Ã plus de 16%. Le sucre câ€™est un produit v mais dâ€™autres produits pour lesquels mÃªme si on sâ€™en abstient, il nâ€™y aura pas de problÃ¨me. Heureusement que les Burundais ne vont sâ€™offrir que des produits qui sont essentiels.Â Â»Â Â

Â

Â Â (adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});